



Assemblée générale

Cinquante-huitième session

Documents officiels

Distr. générale
31 octobre 2003
Français
Original: russe

Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission)

Compte rendu analytique de la 10^e séance

Tenue au Siège, à New York, le 17 octobre 2003, à 10 heures

Président : M. Loedel (Uruguay)

Sommaire

Point 85 de l'ordre du jour : Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

03-56546 (F)



La séance est ouverte à 10 h 15

Point 85 de l'ordre du jour : Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (suite)

1. **M. Haraguchi** (Japon) dit que depuis que l'ONU existe, ce qui fait près d'un demi-siècle, les opérations de maintien de la paix ont pris différentes formes, traditionnelles ou complexes, ce qui reflète un souci de souplesse pour tenir compte de la situation dans chaque cas concret, et il importe de continuer à mettre l'accent sur la souplesse et d'examiner constamment la possibilité de perfectionner les mécanismes existants pour la conduite de ces opérations.

2. Les activités destinées à préserver et à consolider la paix constituent l'un des principaux volets de la politique diplomatique du Japon, et dans ce contexte, ce pays participe activement aux opérations de maintien de la paix et à d'autres actions internationales collectives. En collaboration avec le Département des opérations de maintien de la paix, le Japon a organisé un séminaire sur la coopération entre les composantes civile et militaire des opérations, l'un des domaines qui soulève le plus de problèmes dans le cadre des opérations de maintien de la paix complexes. Il espère que les résultats de ce séminaire, ajoutés à l'expérience et aux enseignements tirés du passé, constitueront un fondement solide pour la réalisation de futures opérations.

3. S'agissant des opérations robustes, le Japon estime, lui aussi, que le principe fondamental applicable consiste à obtenir le consentement des pays et des peuples d'accueil, ce qui est décisif pour le succès de ces opérations et la consolidation de la paix. En outre, les initiatives régionales peuvent être fort utiles dans le contexte du maintien de la paix, et le Japon se félicite des activités de la Communauté économique des États de l'Afrique occidentale (CEDEAO) et de l'Union africaine en Afrique occidentale et centrale et soutient la réalisation du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), qui met l'accent en particulier sur les question de paix et de sécurité en tant que conditions essentielles du développement. Bien qu'il soit important d'aborder la conduite des opérations de maintien de la paix avec souplesse en tenant compte de la situation concrète dans les régions et les pays, il est également crucial que les États Membres ne soient pas amenés à supporter un fardeau budgétaire excessif du

fait de ces opérations, et en décidant du budget de nouvelles opérations, il faut accorder une attention particulière à la transparence, en particulier à l'égard des principaux donateurs financiers. Le Japon souligne également l'importance qu'il y a à accroître l'efficacité des opérations en matière de dépenses.

4. Étant donné l'importance fondamentale des questions de protection et de sécurité du personnel participant aux opérations de maintien de la paix, le Japon collaborera avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité et contribuera à la mise en place de mécanismes de sécurité dans l'intérêt de tous les États Membres.

5. Pour terminer, et en abordant la question du recrutement du personnel pour le Département, l'orateur souligne qu'il importe de poursuivre l'application de la résolution 57/318 de l'Assemblée générale du 18 juin 2003, qui exprime de l'inquiétude quant à la disproportion géographique entre États Membres dans le recrutement du personnel pour le Département des opérations de maintien de la paix et demande au Secrétaire général de prendre des mesures immédiates pour améliorer la représentation des États Membres non représentés ou sous-représentés et de soumettre un rapport sur les critères employés pour recruter du personnel pour tous les postes imputables au compte d'appui.

6. **M. Kim Sam-hoon** (République de Corée) dit que la République de Corée attache une importance exceptionnelle aux opérations de maintien de la paix dont l'efficacité est un critère important permettant aux pays et aux peuples de juger de l'utilité et de l'efficacité des activités de l'ONU. La République de Corée, qui participe régulièrement aux opérations de maintien de la paix, fait observer que grâce aux efforts du Secrétariat destinés à accroître le potentiel de ces opérations et d'en améliorer la gestion, ainsi qu'à l'expérience qu'il a accumulée, le Département des opérations de maintien de la paix dispose désormais d'une capacité accrue à exécuter des opérations difficiles et pluridimensionnelles.

7. La délégation de la République de Corée souhaite aborder plusieurs questions concernant la réforme des opérations de maintien de la paix qui sont difficiles et complexes, car leur but ne consiste non seulement à prévenir la violence et les affrontements armés, mais aussi à instaurer une paix durable. Par conséquent, les

questions relatives à la consolidation de la paix après les conflits sont devenues une partie intégrante des mandats des opérations. Toutefois, à mesure que les objectifs énoncés dans les mandats du Conseil de sécurité deviennent plus larges et plus complexes, il est indispensable qu'ils soient réalistes et élaborés en tenant compte de chaque situation concrète, et qu'ils reposent sur des capacités et des ressources adéquates. L'ensemble des activités de maintien de la paix exige non seulement d'énormes ressources, mais aussi la participation de différents partenaires sur le terrain. Leur interaction et la coordination étroite de leurs efforts ont une importance qu'il est impossible d'exagérer.

8. Il faut déployer une opération de maintien de la paix uniquement dans des zones de conflit où sa présence peut avoir une influence décisive. Il faut élaborer des critères permettant d'évaluer le progrès des opérations; décider d'une stratégie d'achèvement de la mission au moment de leur planification première; quand il faut agir sans tarder, il faut faire appel à des forces multinationales dirigées par des « coalitions des bonnes volontés » ou à des organisations régionales. Pour coordonner leurs activités avec les opérations de maintien de la paix de l'ONU, il faut mettre en place des mécanismes supplémentaires.

9. Étant donné le rôle crucial des organisations régionales dans les activités de maintien de la paix, la République de Corée souligne qu'il est essentiel de renforcer le potentiel des pays africains dans ce domaine en vue d'assurer la paix et la stabilité régionales et reconnaît qu'il faut améliorer à cet égard la coordination et la division du travail entre l'ONU et les organisations régionales.

10. La qualité de la préparation du personnel, de son équipement et de sa discipline est cruciale pour toute opération. Il faut donc que les pays développés fournissent des contingents militaires bien entraînés et équipés, et l'orateur se félicite des efforts du Département des opérations de maintien de la paix en faveur de l'accroissement des stocks stratégiques à Brindisi. Il souligne également qu'il faut impartir aux soldats de la paix avant le déploiement une formation concernant le code de conduite et les obligations qu'ils doivent respecter. En outre, il faut mener des activités d'information auprès de la population locale.

11. Il convient de soutenir l'élaboration par le Département, en consultation avec les États Membres, de normes communes de formation. En outre, la République de Corée note avec satisfaction la nette amélioration de l'interaction entre le Conseil de sécurité, le Secrétariat et les pays qui fournissent des contingents; elle espère que l'échange d'informations et le renforcement de cette coopération se poursuivront.

12. De l'avis de la délégation de l'orateur, lorsqu'on envisage d'accroître le montant des dépenses budgétaires afférentes au maintien de la paix, le Conseil de sécurité doit consulter les États Membres qui, sans faire partie du Conseil, supportent le gros de ces dépenses. Pour terminer, l'orateur apprécie hautement, au nom de son pays, l'activité des soldats de la paix et rend hommages à la mémoire de ceux qui sont morts au cours des opérations de maintien de la paix.

13. **M. Sharma** (Népal) dit que sa délégation s'associe à la déclaration faite par le représentant de l'Afrique du Sud au nom du Mouvement des pays non alignés. Il note avec satisfaction les progrès accomplis dans les six domaines prioritaires et souligne qu'il faut poursuivre la réalisation cohérente des buts convenus dans ce domaine.

14. Le Népal est attaché à la cause du maintien de la paix et de la sécurité internationales; il a fourni à maintes reprises des troupes et continue de fournir des troupes et des spécialistes pour des missions menées aux points chauds de différentes régions du monde.

15. Il faut réexaminer sans tarder les mesures prises pour assurer la sécurité et la protection du personnel de l'ONU et des personnes qui se livrent à des activités humanitaires, eu égard en particulier à l'attaque terroriste à Bagdad que le Népal condamne fermement, ainsi qu'à la mise en oeuvre de la notion de maintien de la paix robuste.

16. Alors qu'une expérience considérable a été accumulée quant au règlement de conflits dans différentes régions du monde, les activités de maintien de la paix elles-mêmes deviennent plus complexes, ce qui exige la prise en compte des situations spécifiques et l'adoption d'une perspective à long terme nécessaire à la réalisation des opérations. Outre une composante militaire puissante, il faut également du personnel civil et des agents de police civile efficaces.

17. Parmi les questions les plus urgentes, il faut citer l'accélération du remboursement des dépenses des pays fournissant des contingents. Le remboursement tardif, de même que la faible capacité des pays les moins avancés, dont le Népal, à s'équiper eux-mêmes limitent leurs possibilités de participation. Il faut les aider à surmonter l'insuffisance de ressources, notamment en utilisant les stock stratégiques de matériel pour leur déploiement.

18. Malgré les succès obtenus par les activités de maintien de la paix de l'ONU, par exemple dans les Balkans et en Sierra Leone, il faut les améliorer constamment, en tenant compte en particulier des recommandations et des principes énoncés dans le rapport Brahimi. Les États qui fournissent des contingents doivent occuper une place centrale dans toutes les activités de maintien de la paix de l'Organisation.

19. En conduisant des opérations de maintien de la paix dans les zones de conflit, il ne faut pas oublier des problèmes comme la pauvreté, les maladies et la discrimination, et pour garantir un passage harmonieux des activités de maintien de la paix aux activités de relèvement et de développement, il faut adopter une approche globale. En terminant son intervention, l'orateur réaffirme l'attachement de son pays à la cause de la paix et de la sécurité internationales.

20. **Mme Rafi** (Pakistan) dit que les opérations de maintien de la paix sont l'un des principaux moyens de préserver la paix et la sécurité internationales. Bien que le cessez-le-feu soit le but essentiel de toute opération, dans bien des cas il est difficile de garantir l'observation des accords conclus à cet effet en l'absence d'une présence militaire robuste et fiable sur le terrain et, pour chaque mission, de règles uniformes et efficaces gouvernant le recours à la force.

21. L'orateur souligne que les mandats des opérations de maintien de la paix adoptés par le Conseil de sécurité doivent être clairs et réalisables, et signale qu'il est inadmissible de terminer une opération quelconque pour quelque raison politique ou financière que ce soit avant qu'elle n'ait achevé les tâches qui lui ont été confiées.

22. Reconnaissant la grande importance de forces internationales dirigées par des pays ou des organisations importants, le Pakistan estime que le transfert par de telles forces des fonctions de maintien de la paix aux opérations de maintien de la paix de

l'ONU doit être plus harmonieux. Cela exige que les contingents déployés dans le cadre de forces multinationales soient par la suite incorporés aux opérations de l'ONU. Celle-ci doit encourager, peut-être en créant un fonds d'affectation spéciale, les pays qui ne sont pas en mesure d'affecter des troupes exclusivement à des forces multinationales, mais qui seraient prêts à participer à des opérations de maintien de la paix de l'ONU.

23. Dans plusieurs régions de la planète, les activités de maintien de la paix deviennent plus larges et plus complexes. Outre les questions militaires, si importantes qu'elles soient, il faut également régler toute une série d'autres problèmes comme la facilitation de l'assistance humanitaire, le désarmement, la démobilisation et la réinsertion, l'appui à l'état de droit, l'assistance électorale, la collecte d'informations sur les violations des droits de l'homme et la création des conditions nécessaires au relèvement de l'économie. Dans la conduite de telles opérations, la police civile et les cadres civils jouent également un rôle vital.

24. Le succès de tout programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion dépend de sa préparation, de son financement et, en premier lieu, de la participation des communautés locales. Il faut également prendre en considération les particularités culturelles et religieuses et les coutumes locales. La communauté internationale ne doit pas répéter l'erreur commise au Liberia, où les activités de maintien ne la paix ont abouti seulement à une pause après laquelle la situation s'est à nouveau aggravée.

25. L'orateur s'arrête également sur la question de la volonté politique. Les opérations de maintien de la paix doivent être envisagés dans une optique de rendement potentiel du temps et des ressources dépensés pour leur réalisation. Les activités de l'ONU doivent être proportionnées à la gravité de la menace à paix et la sécurité internationales.

26. Pour rétablir la vie sociale après le conflit il est indispensable d'élargir les droits et les possibilités des femmes. L'orateur demande instamment qu'une attention particulière soit accordée, lors de la préparation et de l'exécution de toute opération de maintien de la paix, aux besoins de femmes et des enfants, et que les femmes soient associées à de telles opérations.

27. Le Pakistan est le pays d'accueil d'une des toutes premières opérations de maintien de la paix, du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Inde et au Pakistan. À ce propos, l'orateur espère que l'Organisation examinera avec tout le sérieux voulu la proposition pakistanaise présentée récemment à la session de l'Assemblée générale par le Président Musharraf et tendant à utiliser ce groupe pour renforcer la paix et la confiance au Cachemire. Le règlement équitable du différend concernant le Cachemire sur la base des résolutions du Conseil de sécurité montrerait que l'ONU est réellement attachée à la paix et à la sécurité internationales.

28. **M. Chowdhury** (Bangladesh) soutenant la déclaration faite par le représentant de l'Afrique du Sud au nom du Mouvement des pays non alignés, dit que depuis l'organisation de la première opération sur le terrain en 1948, l'ampleur des opérations de maintien de la paix s'est nettement accrue, et les opérations elles-mêmes sont devenues plus complexes et pluridimensionnelles. Dans les conditions actuelles il n'est guère possible de mener de telles opérations avec succès et suivant le même schéma.

29. L'instauration d'un cessez-le-feu demeure un aspect essentiel de toute opération de maintien de la paix, mais pour garantir l'observation d'un cessez-le-feu il faut déployer rapidement sur le terrain des forces bien armées et équipées d'une puissance suffisante pour maintenir la paix au premier stade de la mission, qui est décisif. Comme le montre l'expérience, de telles forces permettent, si elles sont gouvernées par des règles effectives uniformes quant au recours à la force et disposent d'un mandat clair, de couper court avec le plus de succès aux tentatives de violer les accords de cessez-le-feu. L'expérience du déploiement rapide d'un contingent multinational important à Bunia en République démocratique du Congo et le remplacement d'un fort contingent de forces régionales chargées d'une mission analogue par un contingent bien préparé d'une opération de maintien de la paix de l'ONU au Libéria ont déjà démontré l'efficacité d'une telle approche.

30. Tous les États doivent apporter leur contribution au renforcement du potentiel de maintien de la paix de l'ONU. Le déploiement rapide des forces de l'Union européenne bien armées et équipées et aptes au combat sous la direction de la France en République démocratique du Congo est un exemple remarquable d'une stratégie axée sur la stabilisation rapide de la

situation. Quand il s'agit de transférer progressivement et harmonieusement la responsabilité à l'ONU, l'Australie peut servir d'exemple à imiter; ayant cédé la responsabilité, elle a maintenu sa présence en fournissant le gros des contingents déployés au Timor-Leste. À en juger par la coopération entre l'Union européenne et l'ONU, les pays peuvent faire une contribution plus importante, en particulier dans des domaines comme la reconstitution des stocks stratégiques pour le déploiement à Brindisi, la participation à la formation professionnelle des soldats de la paix de l'ONU et des organisations régionales selon des modalités multinationales, le renforcement du potentiel des pays africains, le financement des programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion et le développement du potentiel de l'ONU en matière de recherche scientifique.

31. Le Bangladesh accorde une très grande attention à la protection et à la sécurité du personnel de l'ONU et du personnel associé. Après l'attentat tragique à la bombe commis en août dernier à Bagdad, et l'assassinat brutal de deux observateurs militaires appartenant à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC), cette question a gagné en importance. Dans ce contexte, le Bangladesh se félicite de l'adoption de la résolution 1502 (2003) par le Conseil de sécurité et de la multiplication des efforts destinés à donner un caractère universel à la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé de 1994 et à la renforcer.

32. Il devient de plus en plus nécessaire de conduire des opérations de maintien de la paix pluridimensionnelles. Dans ce contexte, on ne saurait exagérer l'importance qu'il y a à élaborer une stratégie globale destinée à régler des problèmes comme le désarmement, la démobilisation et la réinsertion, la réforme du secteur de sécurité, le rétablissement de l'état de droit et le relèvement de l'économie détruite, et en particulier de la publication prochaine d'un manuel sur les opérations de maintien de la paix pluridimensionnelles de l'ONU, de la directive concernant la prise en compte de la parité hommes-femmes et du document sur le dépistage du VIH/sida chez les soldats de la paix.

33. L'orateur note avec satisfaction le renforcement du Groupe des pratiques optimales et dit que le Bangladesh, qui exerce la présidence du Comité de l'information, propose de coordonner les activités de

ce Groupe avec celles du Département de l'information dans le domaine de la diffusion d'informations sur divers aspects des opérations de maintien de la paix complexes.

34. Notant les progrès considérables accomplis quant à l'accroissement du potentiel de déploiement rapide de l'Organisation, l'orateur dit que bien des pays fournissant des troupes se sont déjà engagés à mettre à disposition, dans le cadre du système des forces et moyens en attente, des contingents importants de personnel militaire et civil. Il appartient désormais au Département des opérations de maintien de la paix de créer un potentiel analogue en matière de planification et de transport stratégique par mer ou par air. Le Bangladesh invite le Secrétariat à continuer la pratique éprouvée de création de groupes opérationnels d'appui aux missions lors de la conduite des opérations pluridimensionnelles.

35. Il est difficile d'exagérer l'importance de la formation professionnelle des soldats de la paix. Le Bangladesh est prêt à participer à l'élaboration de programmes de formation normalisés. Bien que de nombreux pays en développement, dont le Bangladesh, aient accumulé une riche expérience et disposent d'un large potentiel en matière de troupes bien entraînées et équipées, ils ne sont toujours pas représentés aux postes de rang élevé, que ce soit au Département des opérations de maintien de la paix ou sur le terrain, ce qui prive l'Organisation de la possibilité de recourir aux services de leurs cadres. Cette situation doit être corrigée.

36. **M. Sangsnit** (Thaïlande) dit que dans certaines régions du monde on observe toujours des tensions et des conflits sanglants. Les choses en sont arrivées à un point où, le problème de la sécurité n'étant pas réglé, les espoirs des gens ordinaires sont déçus et cela a malheureusement soulevé des doutes quant à l'efficacité du principe du multilatéralisme et de l'ONU elle-même. Par ailleurs, ce principe est appliqué de manière assez réussie, comme le montre l'expérience des opérations de maintien de la paix, en particulier au Timor-Leste, en Sierra Leone et en Bosnie-Herzégovine. La Thaïlande est persuadée que les opérations de maintien de la paix ne doivent pas remplacer les initiatives que les parties elles-mêmes prennent pour régler les conflits, ni acquérir un caractère permanent. Par conséquent, il faut mettre au point, pour toute opération, non seulement une stratégie de déploiement reposant sur des plans bien

établis, mais aussi une stratégie précise de désengagement.

37. Notant les propositions, recommandations et conclusions précieuses figurant dans le rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (A/57/767), l'orateur dit que dans bien des cas, des pays fournissant des contingents n'ont pas eu la possibilité de réagir en temps utile après l'adoption d'un mandat étant donné les délais fixés pour le déploiement rapide, qui sont de 30 jours, ou de 90 jours pour les opérations complexes. La Thaïlande estime qu'il faut renforcer l'interaction entre ceux qui planifient, qui sanctionnent et qui dirigent les opérations de maintien de la paix et ceux qui les exécutent. En particulier, le Conseil de sécurité, le Secrétariat et les pays fournissant des contingents doivent mener des consultations substantielles et constructives sur toute la gamme des questions soulevées par leur coopération.

38. En tant que pays fournissant des contingents, la Thaïlande s'inquiète vivement de la continuation des attaques et des actes de violence qui constituent une menace pour les soldats de la paix de l'ONU, et demande instamment l'élaboration d'un ensemble de directives relatives aux mesures de précaution et à la protection du personnel civil et militaire. Elle soutient le Département des opérations de maintien de la paix dans ces efforts ciblés en faveur de la création de centres de formation nationaux et régionaux et appuie pleinement les accords bilatéraux et régionaux entre États en matière de formation professionnelle.

39. Le fait que certains pays développés ne soient pas prêts à fournir des troupes et du personnel civil tient peut-être aussi aux retards dans le remboursement des dépenses. La Thaïlande invite instamment tous les États de verser leurs contributions intégralement, ponctuellement et sans conditions et espère que l'on prendra prochainement des mesures pratiques pour garantir le remboursement rapide de ces dépenses. Elle soutient donc la proposition tendant à créer un groupe de travail sur la question.

40. Il faut également accorder l'attention voulue à d'autres propositions fort précieuses du Comité spécial, en particulier quant aux projets à rendement rapide et au déminage, domaine dans lesquels la Thaïlande a déjà acquis de l'expérience.

41. **Mme Mangray** (Guyana) dit qu'il faut trouver des approches nouvelles au règlement des conflits reposant sur une ferme attachement à la paix et la

sécurité internationales. Il ne faut pas baisser les bras à la suite de la récente attaque contre le quartier général de l'ONU à Bagdad mais, au contraire, accroître les efforts destinés à renforcer l'Organisation qui doit tenir compte de nouvelles réalités économiques et politiques dans ses activités.

42. Dans un monde déchiré par les conflits, le rétablissement et le maintien de la paix exigent l'accomplissement d'une série de tâches prioritaires. Pour le faire avec succès, il faut disposer de ressources humaines et matérielles. Comparé aux centaines de milliards de dollars que le monde dépense chaque année pour les armes, le coût des opérations de maintien de la paix, qui s'élève à 2,17 milliards de dollars par an, paraît négligeable.

43. L'augmentation des ressources consacrées à la diplomatie préventive peut apporter des résultats importants. Pour citer Confucius, « un voyage de mille li commence avec le premier pas ». Dans les conditions actuelles où les opérations de maintien de la paix deviennent plus complexes et où l'ONU est même confrontée à la tâche consistant à reconstruire des États entiers, sa responsabilité pour le maintien de la stabilité dans le monde entier augmente.

44. Les six domaines prioritaires identifiés par le Secrétaire général ont une importance exceptionnelle pour le succès des opérations de maintien de la paix et la délégation guyanaise soutient les efforts visant à renforcer le potentiel de l'ONU et à améliorer l'efficacité de ses travaux.

45. On se rend de mieux en mieux compte que les organisations régionales sont peut-être les mieux placées pour jouer le rôle de premier plan dans la recherche des solutions nécessaires. L'identité des intérêts, de la culture et de la langue peut faciliter la réalisation d'un accord. Toutefois, ces organisations ne disposent pas toujours d'un mandat ou de ressources suffisants leur permettant de jouer un rôle complet. Le Guyana préconise donc la poursuite de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales dans l'intérêt de la paix et demande à la communauté internationale d'appuyer ces efforts.

46. Il faut renoncer aux méthodes de travail qui consistent à « éteindre les incendies » et s'employer à créer des conditions favorables à la paix. Le Guyana est prêt à coopérer avec la Comité spécial des opérations de maintien de la paix et la Quatrième

Commission dans la recherche de nouvelles façons de renforcer la paix et la sécurité internationales.

47. **M. Nambiar** (Inde) dit que sa délégation s'associe à la déclaration faite par l'Afrique du Sud au nom du Mouvement des pays non alignés. Les changements intervenus dans la nature des opérations de maintien de la paix et leur complexité croissante permettent de parler d'une transformation sans précédent voire révolutionnaire de leurs principes et méthodes. Ces opérations ont de plus en plus souvent un caractère pluridimensionnel et comprennent en tant que nouvel élément l'utilisation de forces multinationales sanctionnées par l'ONU, voire la réalisation d'opérations en dehors du cadre de l'Organisation. Le fait de miser toujours davantage sur les organisations régionales et sous-régionales constitue un nouvel élément important.

48. Depuis de nombreuses années, l'Inde évoque la nécessité d'une répartition égale du fardeau des opérations de maintien de la paix entre le Nord et le Sud. Il est réjouissant que ces idées soient conformes à la teneur du paragraphe 36 du rapport du Secrétaire général sur l'application de la Déclaration du Millénaire (A/58/323). L'Inde est tout à fait d'accord pour penser qu'une coopération au niveau mondial est plus que jamais indispensable à la prise de mesures collectives.

49. L'Inde partage les conclusions du Secrétaire général quant à la nécessité d'aider les pays ravagés par la guerre à passer à la vie pacifique. Il faut améliorer la coordination entre les différents services du Secrétariat, les opérations de maintien de la paix, les institutions spécialisées et les autres organismes du système des Nations Unies en vue d'assurer un passage harmonieux au développement d'après-guerre. Le retrait hâtif est inadmissible, car il peut réduire à néant l'effet positif de l'opération de maintien de la paix. Une planification appropriée de la liquidation progressive est donc une condition indispensable de la planification de toute opération.

50. L'Inde est aussi tout à fait d'accord pour penser qu'il faut consulter les partenaires de l'intérieur et de l'extérieur et de coordonner leur action à l'appui du principe de l'état de droit, ce qui a été fait dans le cas du Liberia. L'Inde espère que les enseignements pertinents et les pratiques optimales seront utilisés dans les futures opérations de maintien de la paix.

51. Le succès ou l'échec d'une opération de maintien de la paix dépend dans une bonne mesure de la tenue de consultations réelles et complètes entre le Conseil de sécurité, le Secrétariat et les pays qui fournissent des contingents, et l'Inde soutient les propositions du Comité spécial figurant au paragraphe 52 de son rapport (A/57/767).

52. Tout en notant avec satisfaction la mise en oeuvre de la notion de stocks stratégiques pour le déploiement, l'Inde voudrait connaître l'avis du Secrétariat quant à la possibilité d'utiliser une partie de ces stocks pour aider les pays fournissant des contingents qui éprouvent des difficultés à s'équiper eux-mêmes.

53. L'Inde continue de penser que la formation de cadres pour les activités de maintien de la paix revêt une grande importance et apprécie donc hautement les efforts du Secrétariat qui visent à préparer en temps utile du personnel pour des missions à déployer. Dans le même temps, à mesure que les opérations de maintien de la paix deviennent plus complexes, la formation des cadres supérieurs des missions prend une importance particulière. Dans ce contexte, on ne peut pas manquer de rappeler les activités du Centre indien pour les opérations de maintien de la paix de l'ONU qui utilise actuellement un module d'enseignement à l'intention de pays qui envisagent pour la première fois de fournir leurs contingents pour des opérations.

54. L'Inde note avec satisfaction que le Secrétariat s'emploie à répondre aux demandes d'indemnisation des pays fournissant des contingents, mais lui demande instamment d'éliminer les retards existant dans ce domaine. Le remboursement des dépenses afférentes aux contingents militaires et au matériel propriété des contingents doit se faire dans les quatre mois, comme cela est prévu dans le rapport du Comité du programme et de la coordination (A/58/16).

55. **M. Fallouh** (République arabe syrienne) dit que sa délégation s'associe à la déclaration faite par l'Afrique du Sud au nom du Mouvement des pays non alignés. Les opérations de maintien de la paix représentent un instrument d'une importance exceptionnelle pour l'exercice des fonctions de maintien de la paix et de la sécurité internationales par l'ONU. Elles jouent un rôle crucial en faisant baisser les tensions et en facilitant le règlement des conflits tout en jetant les bases de la consolidation de la paix après les conflits. Les dernières années, les opérations de maintien de la paix ont démontré leur efficacité dans

différents domaines, et on constate que les activités traditionnelles de surveillance de l'application des accords de cessez-le-feu cèdent le pas à l'exécution de tâches nouvelles plus complexes, en particulier dans le domaine du relèvement de l'administration des États. Tout en notant le succès des activités de maintien de la paix de l'ONU dans plusieurs pays, la République arabe syrienne espère que ces opérations s'étendront également aux zones de conflits qui échappent encore à l'attention, notamment la Somalie.

56. Dans le même temps, les opérations de maintien de la paix ne peuvent pas remplacer un règlement durable, mais ne constituent qu'une mesure temporaire qui sert à prévenir l'escalade du conflit. Il est important que de telles opérations ne sortent pas du cadre du mandat approuvé et qu'elles soient conduites en respectant les principes fondamentaux de souveraineté, d'intégrité territoriale et d'indépendance politique des États. Il faut également fixer des limites concrètes à leur durée.

57. Pourtant, les opérations de maintien de la paix au Moyen-Orient, autorisées pour une brève période de transition, durent déjà plus de 50 ans, et les perspectives de paix y demeurent lointaines, ce qui constitue un cas de violation flagrante des principes essentiels de la Charte des Nations Unies et une menace à la paix et à la sécurité internationales. Rien ne justifie une telle situation, et ce n'est que la grande modération de la République arabe syrienne qui a permis d'éviter une nouvelle escalade et une explosion dans la région.

58. La République arabe syrienne réaffirme son attachement aux principes essentiels gouvernant la conduite des opérations de maintien de la paix et souligne qu'il faut prendre des mesures supplémentaires pour garantir la sécurité des participants aux opérations. Une coopération trilatérale réelle entre le Conseil de sécurité, le Secrétariat et les pays qui fournissent des contingents est également très importante.

59. La République arabe syrienne réaffirme son attachement aux principes généraux gouvernant les opérations de maintien de la paix et souligne qu'il faut prendre des mesures supplémentaires pour assurer la sécurité de leurs participants. Il est également très important de mener des consultations réelles entre le Conseil de sécurité, le Secrétariat et les pays

fournissant des contingents concernant la planification et l'organisation des missions.

60. **M. Balthazar** (Mozambique) dit que la question du maintien de la paix est d'une grande actualité pour la majorité des pays en développement, notamment en Afrique, comme ce continent continue de connaître des situations qui exigent des mesures de rétablissement, de maintien et de consolidation de la paix.

61. De l'avis de l'orateur, les succès de toute opération de maintien de la paix de l'ONU dépend de la coopération entre celle-ci et les mécanismes régionaux compétents et d'autres organisations internationales, puisqu'une telle coopération élargit la capacité de l'Organisation à maintenir la paix et la sécurité internationales. Il faut donc accorder une attention particulière aux mécanismes régionaux et sous-régionaux existants qui ont une bonne connaissance de la situation de conflit, ce qui peut faciliter la planification et la réalisation d'une opération de maintien de la paix de l'ONU.

62. Dans la déclaration qu'il a prononcée à la cinquante-huitième session de l'Assemblée générale, le Président de la République du Mozambique, M. Chissano, qui préside actuellement l'Union africaine, a fait observer que les peuples africains croient en leur volonté, et leur solidarité et en leur unité; ils sont persuadés que les enseignements tirés du passé, positifs et négatifs, faciliteront le rétablissement de la paix et de la stabilité sur tout le continent et l'arrivée de la prospérité. Dans ce contexte, l'Union africaine a créé dans son appareil un Conseil pour les questions de paix et de sécurité chargé de prévenir, de désamorcer et de régler les conflits. Cet organe est appelé à contribuer à l'élargissement de la coopération avec l'ONU dans le domaine du maintien de la paix en Afrique.

63. Rendant hommage aux réalisations de l'ONU dans la conduite des opérations de maintien de la paix, l'orateur fait remarquer que pour le volet postconflituel de ces opérations, une coopération efficace entre toutes les parties qui participent au processus de paix est primordiale. C'est en effet une participation optimale, opportune et coordonnée de l'ONU, des mécanismes régionaux, des pays voisins, de la population civile, des gouvernements, de l'opposition et des autres parties intéressées au succès des opérations de maintien de la paix qui détermine le succès de ces opérations, car c'est cela qui crée un

terrain favorable au renforcement de la confiance entre eux. L'orateur partage l'avis du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix quant à la nécessité d'accorder une plus grande attention à l'Afrique et au potentiel africain de maintien de la paix, en particulier en fournissant une aide financière plus souple et en facilitant la formation professionnelle.

64. La notion traditionnelle des opérations de maintien de la paix comprend en règle générale des aspects militaires et politiques, sans aborder l'une des principales conséquences des conflits – l'affaiblissement des structures de l'État et en particulier des institutions responsables du maintien de l'état de droit. Par conséquent, en planifiant les opérations, il faut tenir compte de la nécessité de renforcer des institutions comme la police, l'appareil judiciaire et les organes législatifs. Une fois les élections organisées à l'issue de l'opération de maintien de la paix, il faut que les problèmes qui n'ont pas été réglés en définitive aux cours du processus de maintien de la paix le soient par les nouvelles autorités. Le retrait des forces de l'opération ne doit pas laisser un vide dans ces secteurs cruciaux. La présence de structures institutionnelles solides est également nécessaire à la consolidation des valeurs démocratiques et à l'édification d'une société fondée sur le droit.

65. Pour assurer la stabilité de toute opération de maintien de la paix, il faut accorder aux aspects économiques et sociaux autant d'attention qu'aux aspects politiques et militaires. L'expérience de plusieurs opérations montre que si les problèmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion ne sont pas réglés, ils peuvent devenir une source d'instabilité. Il faut donc s'employer à réinsérer les soldats démobilisés ainsi que les personnes rapatriées et déplacées contre leur volonté dans la vie économique et sociale. Cela exige l'élaboration de programmes spéciaux, analogues au programme mozambicain « faire de l'épée une charrue » qui vise à faciliter l'échange volontaire des armes contre des outils de production. Un autre aspect important réside dans l'assimilation des pratiques de la production grâce à la formation professionnelle.

66. Pour terminer, l'orateur dit que la principale condition du succès de toute opération de maintien de la paix réside dans la volonté politique des parties concernées, ainsi que dans la conjugaison des éléments essentiels des opérations dont l'orateur a évoqué

quelques uns dans son intervention. Cela est démontré à l'évidence par l'expérience du peuple mozambicain qui a décidé d'écarter les divergences qui l'ont divisé pendant de longues années et d'œuvrer ensemble en faveur de la paix, de la stabilité, de la tolérance, de la réconciliation et de la démocratie. C'est précisément cela qui a prédéterminé le succès de l'ONU au Mozambique.

67. **Mme Miller** (Jamaïque) dit qu'au cours de l'année écoulée, de nouveaux défis ont apparu dans les activités en faveur du maintien de la paix internationale, ce qui s'est traduit par la multiplication des opérations et missions sanctionnées par la communauté internationale face au nombre croissant de conflits. Dans certaines régions, des opérations de maintien de la paix ont été achevées avec succès et dans d'autres on a observé la consolidation du processus de paix. Dans le même temps, des conflits destructeurs accompagnés de violences ont éclaté, principalement sur le continent africain. La prévention des conflits, et notamment des conflits armés, doit continuer à faire partie intégrante des efforts en faveur du maintien de la paix et de la sécurité. La Jamaïque appuie donc la résolution 57/337 de l'Assemblée générale du 18 juillet 2003 relative à la prévention des conflits armés.

68. La responsabilité du règlement des conflits et de la recherche de la paix incombe à l'ensemble de la communauté internationale. Pour assurer l'efficacité des opérations de maintien de la paix, il faut que celle-ci prenne des mesures coordonnées et opportunes avec la participation d'un large cercle de partenaires. Le premier pas à cet égard doit consister à adopter un mandat solide, clair et réaliste pour chaque opération. Les mesures prises par la communauté internationale doivent être transparentes, équitables et collectives et reposer sur des ressources humaines et financières suffisantes.

69. Notant les progrès accomplis dans les six domaines prioritaires, l'orateur dit qu'en matière de déploiement rapide, sa délégation soutient des consultations continues entre le Conseil de sécurité, les pays fournissant des contingents et le Secrétariat. La Jamaïque attend avec intérêt l'examen de plusieurs questions relatives au déploiement rapide à la session suivante du Comité spécial des opérations de maintien de la paix.

70. De l'avis de la Jamaïque, le renforcement du potentiel de maintien de la paix en Afrique constitue l'un des aspects les plus importants du maintien de la paix, notamment dans le contexte régional. L'efficacité de ce potentiel est tributaire de l'assistance constante de la communauté internationale sous forme d'un approvisionnement effectif en moyens financiers, matériels et techniques. L'orateur reconnaît la contribution majeure des organisations régionales africaines au maintien de la paix et rend hommage à la CEDEAO pour le rôle primordial qu'elle joue dans les efforts en faveur de la paix et de la stabilité en Afrique, notamment au Liberia.

71. Le désarmement, la démobilisation et la réinsertion sont un aspect extrêmement important des opérations de maintien de la paix complexes. La Jamaïque partage complètement l'avis selon lequel l'exécution réussie de ce programme dépend d'un financement adéquat et stable. Elle soutient les mesures visant à améliorer les normes de conduite, ainsi que les efforts faits par le Secrétariat et les missions individuelles pour prévenir des cas d'exploitation et de violence sexuelles. Elle appuie les travaux du Département des opérations de maintien de la paix en faveur de la normalisation des supports de formation et l'organisation de la formation pour toutes les catégories de personnel participant à des missions et attend avec impatience un rapport détaillé sur cette question, y compris des informations sur la nouvelle approche globale à la formation. L'orateur note avec satisfaction les efforts en faveur de l'amélioration des travaux du Groupe des pratiques optimales, y compris la proposition d'établir une base de données en ligne, ainsi que l'achèvement prochain du manuel sur les opérations de maintien de la paix pluridimensionnelles de l'ONU.

72. La Jamaïque se félicite des efforts positifs destinés à tenir compte de la question de la parité hommes-femmes dans les opérations de maintien de la paix, notamment par le biais de la publication de directives. L'orateur espère que le poste de conseiller pour les questions de parité au sein du Département des opérations de maintien de la paix sera pourvu rapidement et fait observer qu'il faut veiller à une représentation géographique équitable et à la parité tant pour les postes au Siège que dans les missions sur le terrain. Il faut également assurer un maximum de sécurité et de protection pour tous les participants aux opérations, en particulier grâce à l'application des

conventions internationales pertinentes et de la résolution 1502 (2003) du Conseil de sécurité. Pour terminer, l'orateur dit que les progrès en matière de maintien de la paix doivent être continus et reposer sur l'expérience acquise lors du déploiement et du fonctionnement des différentes missions. La démarche dans ce domaine doit être dynamique et souple et tenir compte en particulier des tâches complexes et pluridimensionnelles que les soldats de la paix doivent accomplir.

73. **M. Scott** (États-Unis d'Amérique) exprime les profondes condoléances de son pays à l'égard de la mort tragique du Représentant spécial du Secrétaire général Sergio Viera de Mello et de ses collègues. À mesure que les terroristes cherchent des cibles plus vulnérables, le personnel humanitaire courra des risques accrus. Par conséquent, l'ONU doit avoir un meilleur accès aux données du renseignement afin de pouvoir prévenir de telles attaques et améliorer la sécurité de son personnel.

74. L'orateur fait observer que la séance se tient juste deux semaines après la création de la MINUL, et note le rôle primordial joué par la CEDEAO dans les efforts en faveur du rétablissement de la paix au Liberia et la contribution importante de sa mission à la création des conditions nécessaires au déploiement de l'opération de l'ONU dans ce pays.

75. La mission a commencé de manière heureuse avec le transfert des responsabilités de la CEDEAO à la MINUL. La situation de sécurité s'est stabilisée, ce qui est essentiel pour le commencement de la démobilisation et du désarmement des combattants de tous les groupements de rebelles et l'aide à la population libérienne. Le dépôt préalable de stocks stratégiques matériels et techniques en Sierra Leone a joué un rôle majeur dans le déploiement de la mission.

76. Les forces de la MINUL seront les forces de maintien de la paix les plus importantes du monde. Elles faciliteront la création de conditions favorables à l'instauration de la démocratie. On déploiera également au Liberia plus d'un millier d'agents de police civile. L'ampleur considérable de cette mission découle de la nécessité d'éliminer les graves problèmes de sécurité et d'autres problèmes hérités du gouvernement de Charles Taylor. Grâce au déploiement de la MINUL, le Libéria a cessé d'être un facteur d'instabilité dans la région.

77. Les États-Unis ont envoyé au Liberia 75 agents de police civile chargés de former la police intérimaire

libérienne et à la conseiller. La résolution 1509 (2003) du Conseil de sécurité est la première en matière de maintien de la paix qui prévoit le rétablissement des systèmes judiciaire et pénitencier. Comme le Groupe Brahimi l'a reconnu, la seule police civile ne peut pas garantir l'instauration d'une société fondée sur le droit, qui exige l'élimination des lacunes dans les systèmes judiciaire et pénitencier. Une assistance bilatérale et multilatérale est indispensable à cet égard.

78. Avant même le déploiement de la MINUL, les États-Unis ont fourni une assistance matérielle et technique à la CEDEAO pour un montant de 26 millions de dollars. En outre, ils entendent verser 8,5 millions de dollars pour couvrir les dépenses afférentes au déploiement de leur contingent de police civile pendant la première année. Ils envoient également au Liberia un groupe chargé d'élaborer un programme efficace de répression de la prolifération des armes légères et un expert en matière de leur destruction.

79. En dépit des dépenses financières énormes liées à l'instauration de la démocratie en Afghanistan et en Iraq, les États-Unis sont attachés à la cause du maintien de la paix au Libéria, car ils sont convaincus que ce pays sera dans la région un facteur de stabilité.

80. Il y a lieu de se féliciter de l'activité de la Section des questions de police civile, dont l'effectif a atteint pour la première fois le niveau recommandé par le Groupe Brahimi. Il faudra accorder à ce secteur une attention particulière lorsqu'on procédera à l'évaluation indépendante de l'état de l'application des recommandations du Groupe Brahimi, prévue pour la fin de 2004.

81. L'orateur note avec satisfaction la création du poste de Conseiller pour les questions de parité prévue dans la résolution 1325 (2003) du Conseil de sécurité et rappelle que le 29 octobre 2003, les États-Unis, qui présideront le Conseil de sécurité, convoqueront une séance publique consacrée à l'examen de l'application de cette résolution.

82. Pour terminer, l'orateur aborde la question du VIH/sida et note que le VIH/sida pose un problème grave tant pour les soldats de la paix que pour la population locale. Cette question peut même entraîner des conséquences néfastes pour l'efficacité de telle ou telle mission. La Commission a invité le Département des opérations de maintien de la paix à élaborer une politique de consultations et de dépistage volontaires et

confidentiels, et l'orateur note la parution récente d'un avant-projet d'une telle politique.

83. **M. Al-Otaibi** (Koweït) soutient la déclaration faite par l'Afrique du Sud au nom du Mouvement des pays non alignés. À la différence des opérations de maintien de la paix passées, les opérations actuelles incorporent l'assistance humanitaire, la vérification du respect des droits de l'homme, le maintien de l'ordre, la restauration de l'État et l'observation des élections. Elles reflètent l'attachement des États Membres à la notion de sécurité collective.

84. Afin que les opérations de maintien de la paix puissent accomplir leur mandat, il faut adopter une démarche nouvelle à l'égard de plusieurs questions, dont ses fonctions et ses objectifs; les consultations entre le Conseil de sécurité et les pays fournissant des contingents; le rôle de l'ONU en matière d'alerte rapide et de diplomatie préventive; les quotes-parts des États Membres afférentes à ces opérations et la formation de leur personnel.

85. À partir de 1991 le Koweït accueillait la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Irak et le Koweït (MONUIK) qui a facilité la réduction des tensions à la frontière et l'observation du cessez-le-feu. Entre 1993 et la fin du mandat de cette mission, le Koweït a pris en charge les deux tiers de son budget et s'est employé à éliminer tous les facteurs entravant ses travaux. Ce fait a été reflété dans une résolution du Conseil de sécurité. La délégation du Koweït remercie tous les États qui ont envoyé des cadres civils et des troupes à la MONUIK.

86. La délégation du Koweït espère que le renversement du régime précédent permettra aux Iraquiens de surmonter leurs difficultés actuelles et de rétablir la sécurité, la souveraineté et la stabilité. Il faut espérer que les relations entre l'Irak et le Koweït seront rétablies sur la base des principes de bon voisinage et de respect mutuel.

87. Pour terminer, la délégation koweïtienne remercie le Comité spécial des opérations de maintien de la paix des ses efforts en faveur de l'amélioration et de la modernisation de ces opérations dans toutes les régions du monde.

88. **M. Tekle** (Érythrée) dit que sa délégation s'associe à la déclaration faite par l'Afrique du Sud au nom du Mouvement des pays non alignés. Érythrée se félicite du noble dessein visant à aider les mécanismes

régionaux en matière de règlement des conflits régionaux et de maintien de la paix et des efforts consentis à cet effet. Toutefois, il faut comprendre que dans certaines situations le soutien politique et matériel de l'ONU sera décisif pour le succès des initiatives régionales. Il ne faut jamais oublier que la principale responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité internationales incombe au Conseil de sécurité et que tous les autres efforts ne pourront avoir qu'un caractère complémentaire.

89. Comme les opérations de maintien de la paix deviennent de plus en plus complexes, il faut reconnaître la nécessité d'un élargissement de la notion de maintien de la paix et apporter les modifications juridiques, institutionnelles et administratives aux futures opérations.

90. Parmi les nombreux problèmes mondiaux, le VIH/sida, qui est devenu un problème grave pour les pays d'envoi et d'accueil ainsi que pour les relations entre l'ONU et les pays d'accueil, exige une attention exceptionnelle. Érythrée figure parmi les pays qui ont exprimé de sérieuses inquiétudes quant à l'absence de dispositions relatives au VIH/sida dans les accords sur le statut des forces. Il va de soi que Érythrée ne peut pas admettre que ceux qui ont été sauvés de la mort par balle meurent du sida. Par ailleurs, la délégation érythréenne note avec satisfaction que les négociations prolongés avec la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE) ont abouti à des résultats positifs, puisqu'elles ont permis de définir le cadre de la coopération entre le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et le Département des opérations de maintien de la paix et de créer un groupe spécial VIH/sida auprès de la MINUEE, qui a élaboré un programme dans ce domaine.

91. La sécurité et le bien-être du personnel de l'ONU participant aux différentes opérations de maintien de la paix doivent faire l'objet d'un souci constant. Il est malheureux que les terroristes menacent la vie du personnel de l'Organisation, mais ce qui est particulièrement grave, c'est que les militaires du pays d'accueil commettent des actes de violence à l'endroit du personnel des opérations de maintien de la paix. Conformément à plusieurs rapports de l'ONU, des militaires éthiopiens se sont livrés à des actes menaçant la vie du personnel civil et militaire de l'ONU, ce qui a été reflété dans les rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité. La communauté internationale ne

doit pas s'accommoder de tels actes illicites et irresponsables.

92. **Mme de Armas** (Cuba) dit que la délégation cubaine s'associe à la déclaration faite par l'Afrique du Sud au nom du Mouvement des pays non alignés. Les opérations de maintien de la paix sont pour l'ONU un moyen important d'exercer ses responsabilités dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Dans leur conduite, il faut observer strictement les principes du droit international comme le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance des États et la non ingérence dans leurs affaires intérieures. Il faut aussi respecter de la manière la plus scrupuleuse les principes fondamentaux régissant ces opérations comme le consentement des parties, l'impartialité, le non recours à la force sauf en cas de légitime défense, la clarté des mandats, des objectifs et des structures de commandement ainsi qu'un financement assuré.

93. Cuba attache une énorme importance à la réaffirmation de ces principes, notamment lorsqu'on élabore des notions nouvelles telles que « l'intervention humanitaire » ou la « culture de la défense », qui sont manifestement contraires aux principes de souveraineté et de non-ingérence dans les affaires intérieures des États. Cela ne veut pas dire que la communauté internationale doit rester indifférente face au génocide et à d'autres crimes. Au contraire, il faut prendre des mesures décisives et immédiates en vue d'un règlement juste et durable des conflits.

94. Les possibilités de règlement des conflits ne se limitent pas au Conseil de sécurité. Il faut que l'Assemblée générale, où il n'y a pas d'hégémonisme et où tous les pays ont droit à la parole, exerce aussi ses pouvoirs.

95. L'ONU a besoin de mécanismes dynamiques permettant, dans les délais les plus brefs, de décider de l'organisation d'une opération de maintien de la paix et de procéder à son déploiement sur le terrain. Ce faisant, il faut respecter l'exigence de transparence absolue et observer strictement les dispositions des Articles 100 et 101 de la Charte.

96. Cuba partage les inquiétudes concernant les retards dans le remboursement des pays fournissant des contingents et du matériel. Ces retards peuvent causer des difficultés économiques sérieuses, notamment pour les pays en développement.

97. Les opérations de maintien de la paix en elles-mêmes ne peuvent pas être considérées comme un moyen de régler définitivement les conflits dont l'origine réside souvent dans des problèmes l'ordre économique, politique et social. La paix est impossible en l'absence du développement.

98. Enfin, la pratique néfaste du Conseil de sécurité à faire deux poids, deux mesures et à pratiquer la discrimination conduit à l'existence de régions privilégiées, des régions « oubliées » et des régions pour lesquelles le droit de veto empêche de changer quoi que ce soit. Tant que cette situation existera, le l'instauration d'une paix durable dans le monde entier restera une utopie.

99. **M. Kazykhanov** (Kazakhstan) dit que son pays condamne fermement l'acte de terrorisme perpétré le 19 août contre le quartier général de l'ONU en Iraq. Il appuie pleinement les efforts de l'Organisation en faveur du renforcement de son potentiel de maintien de la paix et réitère sa position quant à la nécessité du développement de la stratégie de déploiement et de désarmement préventifs. Il faut des mesures préventives de l'ONU avant tout pour empêcher l'éclatement de nouveaux conflits et leur extension, ce qui exige la mise en place d'un mécanisme global approprié de prévention et la recherche de moyens qui permettent de réagir efficacement aux conflits actuels complexes, qui appellent souvent des activités simultanées de maintien de la paix et de développement.

100. Pour les pays qui sortent du conflit, l'édification ou le rétablissement de la société civile est une tâche cruciale à long terme qui revêt une importance énorme pour l'instauration et la consolidation de la démocratie, or des institutions démocratiques doivent devenir un élément incontournable d'une société civile autonome. Dans ce contexte, la politique de renforcement de la sécurité jouera un rôle important dans les régions vulnérables aux conflits, car l'instauration de conditions minimales de sécurité est l'une des conditions du développement, et les opérations de maintien de la paix facilitent le progrès non seulement dans le domaine politique, mais aussi sur le plan économique et social.

101. Les crises les plus récentes montrent de manière de plus en plus convaincante qu'il faut accroître l'autorité de l'ONU et élargir les responsabilités du Conseil de sécurité quant au maintien de la paix et de

la sécurité internationales. La délégation kazakhe soutient la volonté du Secrétariat et du Département des opérations de maintien de la paix d'accorder l'attention voulue aux propositions de participation aux opérations de maintien de la paix dans le cadre des accords relatifs aux forces et moyens en attente. Le Kazakhstan vient de signer un mémorandum d'accord avec l'ONU concernant sa contribution au système des activités préparatoires de l'Organisation. Il demeure fermement attaché à ses obligations en matière de maintien de la paix et continuera d'œuvrer en faveur du renforcement du potentiel de l'ONU dans ce domaine.

102. **M. Šahović** (Serbie-et-Monténégro) fait observer que les dernières années on a constaté la multiplication du nombre des opérations de maintien de la paix ayant un mandant complexe, qui comprend en particulier des tâches difficiles en matière d'édification de la société civile. Cela étant, il faut s'employer à élaborer des stratégies globales pour des opérations complexes. De l'avis de l'orateur, le désarmement, la démobilisation et la réinsertion, l'instauration de l'état de droit et la réforme du secteur de sécurité sont des éléments prioritaires à cet égard. Toutes ces questions sont liées entre elles et ont une incidence décisive sur règlement des conflits et l'instauration d'une paix et d'une stabilité durables. L'intervention des opérations de maintien de la paix dans ces domaines doit reposer sur des mandats précis du Conseil de sécurité, car l'absence de clarté peut saper l'autorité et compromettre le succès des opérations.

103. Les programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion doivent être planifiés avec soin en tenant compte de la situation concrète sur le terrain et des besoins particuliers des femmes combattantes et des enfants soldats. Ils doivent également reposer sur un financement assuré. Le désarmement effectif a une importance cruciale pour la réussite globale des programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion, comme le montre la région autonome de Kosovo et de Metochia. D'après les données du Programme des Nations Unies pour le développement, on compte actuellement dans ces territoires plus de 330 000 armes illégales. De l'avis de l'auteur, c'est là que réside l'une des causes de l'instabilité dans cette région.

104. La mise en place de l'état de droit est crucial pour l'instauration d'une paix et d'une stabilité durables. Il faut donc accorder une attention soutenue au renforcement ultérieur de cet élément des opérations de

maintien de la paix complexes. À ce propos, l'orateur rappelle que le groupe de travail du Comité exécutif pour la paix et la sécurité a signalé, dans ses recommandations, l'existence de compétences spécialisées à cet égard tant au sein de l'ONU qu'à son extérieur. Les experts des questions judiciaires jouent aussi un rôle important dans les opérations de maintien de la paix. Le rétablissement de l'état de droit est très fortement tributaire, dès les premiers stades, d'un nombre suffisant de juges et de procureurs, ainsi que de personnel pour le système pénitencier. À titre d'exemple, on peut citer les régions autonomes de Kosovo et de Metochia où l'on compte à présent seulement 15 juges et 10 procureurs internationaux, qui examinent seulement 3 % des affaires pénales. Le nombre insuffisant de juges et de procureurs a créé une situation d'impunité, en particulier pour les actes de violence ethnique, mais aussi pour la participation à la criminalité organisée.

105. De l'avis de l'orateur, il faut intensifier la coopération avec les États Membres dans les domaines de la réforme du secteur de sécurité. Pour rendre les opérations complexes plus efficaces, il faut recourir davantage aux pratiques optimales en élargissant la coopération entre les organisations internationales et régionales.

106. Malgré tous les efforts consentis pour améliorer la coopération entre le Secrétariat, les pays fournissant des contingents et le Conseil de sécurité, le Département a encore beaucoup à faire pour améliorer l'accès des pays fournissant des contingents à l'information. Le Gouvernement de la Serbie-et-Monténégro a souligné à maintes reprises la grande importance de la coopération entre les opérations de maintien de la paix et les pays d'accueil, qui constitue une condition indispensable à l'accomplissement réussi de leur mandat. Cette coopération doit toujours être institutionnalisée par le biais des accords sur le statut de la mission et le statut des forces. Il faut également améliorer la coopération entre les différents organismes du système des Nations Unies qui participent aux activités de maintien de la paix, tant dans les sièges que sur le terrain.

107. L'orateur fait remarquer que les sociétés post-confliktuelles sont très instables; il faut donc éviter que les premiers résultats positifs servent de prétexte pour réduire ou terminer la présence internationale. La réduction progressive de la mission doit reposer sur une évaluation réaliste du degré de stabilité atteint.

108. Pour terminer, l'orateur souligne que la Serbie-et-Monténégro est attachée aux opérations de maintien de la paix de l'ONU. Outre la Mission d'assistance des Nations Unies au Timor oriental, elle participe à la MONUC et à la MINUL. En qualité de pays d'accueil, la Serbie-et-Monténégro continuera à aider la Mission des Nations Unies pour l'administration intérimaire au Kosovo dans l'accomplissement de son mandat.

109. **M. Mavroyiannis** (Chypre) associant pleinement sa délégation à la déclaration faite par l'Italie au nom de l'Union européenne, dit que conformément aux rapports du Secrétaire général, la partie septentrionale de Chypre, actuellement occupée par des troupes turques, est l'une des régions les plus militarisées du monde. La levée partielle des restrictions de la liberté de circulation dans la zone tampon par la puissance d'occupation a montré que les affirmations de la Turquie et de l'administration locale selon lesquelles les deux communautés ne sauraient pas vivre dans l'entente sont tout à fait dénuées de fondement. Bien que cette mesure ne puisse pas remplacer un règlement global, l'absence complète de frictions entre Chypriotes grecs et Chypriotes turcs durant la période de son application montre que si la situation reste inchangée, cela tient à 'intransigeance des dirigeants chypriotes turcs et du Gouvernement turc. S'agissant des Chypriotes grecs, ils ont tenu compte de l'importance qu'il y avait à faire baisser les tensions et à rapprocher les deux communautés et ont proposé d'accroître le nombre de points de passage. Les dirigeants chypriotes turcs n'ont pas encore répondu à cette initiative.

110. Depuis avril 2003, le Gouvernement chypriote prend une série de mesures destinées à améliorer les conditions de vie des Chypriotes turcs et à les faire bénéficier des avantages dont jouissent les autres Chypriotes. La Commission européenne élabore également un ensemble de mesures pour améliorer la situation économique de la communauté chypriote turque. Compte tenu du climat favorable créé par ces mesures et dans l'esprit de la position constructive des Chypriotes grecs, le Président Papadopoulos a déclaré à la tribune de l'Assemblée générale que le Gouvernement chypriote entendait procéder pendant les deux mois à venir au déminage de la zone tampon en coopération avec l'ONU et avec le soutien financier de la Commission européenne. Chypre commence également la destruction d'une quantité considérable de mines antipersonnel. Les dirigeants chypriotes turcs

non seulement n'ont pas manifesté une volonté et une sagesse politique analogues, mais se sont livrés à de nouvelles provocations, à savoir l'avance des forces d'occupation turques vers la ligne de cessez-le-feu. Toutefois, les Forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix à Chypre n'ont pas veillé au maintien du statut quo. L'absence de progrès tangibles vers le règlement de la crise a montré une fois de plus qu'il faut accroître le rôle des Forces de Nations Unies et leurs moyens conformément à leur mandat et leurs responsabilités.

111. Si les positions politiques des dirigeants chypriotes turcs reflétaient les désirs de la majorité écrasante de la communauté chypriote turque, Chypre se préparerait actuellement à adhérer à l'Union européenne en tant que pays uni.

112. Le fait que la République de Chypre prend à sa charge un tiers du budget des Forces des Nations Unies témoigne de son désir de les voir fonctionner comme prévu tant que la paix ne règnera pas là Chypre. Si les dirigeants chypriotes turcs et la Turquie aspiraient à un règlement juste et durable conformément aux résolutions de l'ONU et aux principes du droit international, ainsi qu'aux propositions de démilitarisation de la République de Chypre, cela permettrait la cicatrisation des anciennes blessures, l'avènement de la prospérité générale et l'instauration d'une situation pacifique et stable dans la Méditerranée orientale.

113. **Mme El Alaoui** (Maroc) dit qu'après la fin de la guerre froide, la notion de maintien de la paix a subi une évolution et a été étendue aux situations les plus diverses, aux conflits internes accompagnés d'une intervention extérieure et aux affrontements entraînant des violations massives des droits de l'homme. On a envisagé de laisser aux participants aux opérations de maintien de la paix un champ plus vaste pour la manœuvre et l'initiative. La délégation marocaine pense, comme le Secrétaire général, que tous les États Membres doivent participer à ces opérations.

114. Les événements tragiques du 19 août et la mort de deux observateurs militaires appartenant à la MONUC montrent qu'il faut réexaminer la question de la protection de la sécurité du personnel de l'ONU et du personnel associé dans le cadre des opérations de maintien de la paix.

115. L'expérience apprend qu'il ne faut pas lésiner sur les moyens et adopter une approche globale pour

prévenir les conflits, régler les crises, maintenir et consolider la paix et étayer l'état de droit après les conflits. Dans ce contexte, la délégation marocaine partage l'avis du Secrétaire général quant à la nécessité de la volonté politique et d'une approche unifiée à la responsabilité face aux conflits.

116. La délégation marocaine se félicite de toute initiative visant à renforcer le potentiel de maintien de la paix de l'Afrique. Le Royaume du Maroc répond depuis de nombreuses années aux appels de l'ONU concernant le maintien de la paix sur le continent africain, et l'a fait notamment en République démocratique du Congo. En outre, répondant à l'appel du Secrétaire général, elle a accepté de participer aux activités de maintien de la paix au Liberia.

117. Il ne faut pas manquer de rappeler qu'il est impossible de garantir la sécurité internationale sans tenir compte de la nouvelle menace que les activités des réseaux terroristes internationaux posent pour toute l'humanité. Il est donc nécessaire d'envisager des mesures pour les contrer en faisant preuve d'ingéniosité et d'imagination.

La séance est levée à 13 h 10.